

## Moderniser les interventions de maintien de l'ordre dans le domaine de la drogue

### Rapport 2

# La dissuasion ciblée, le ciblage sélectif, le trafic de drogue et la criminalité organisée: concepts et aspects pratiques

**Vanda Felbab-Brown\***

#### Points Clés

- Le crime organisé et les économies illicites créent de multiples menaces pour les États et les sociétés. Pourtant, la suppression totale de la criminalité organisée est parfois impossible à atteindre, en particulier lorsque les institutions étatiques sont vulnérables et sous-développées.
- Les approches de « tolérance zéro » envers les drogues et la criminalité, qui ont été adoptées à travers le monde depuis les années 1980, ont souvent été problématiques. Elles ont généralement échoué à maîtriser la criminalité alors que les violations des droits humains et les abus aux mains des forces de l'ordre ont augmenté.
- Les stratégies de dissuasion ciblée, le ciblage sélectif et les efforts de suppression séquentielle constituent des méthodes alternatives de maintien de l'ordre. Celles-ci sont aujourd'hui de plus en plus populaires.
- Ces approches visent à minimiser les comportements les plus nuisibles des groupes criminels, tels que l'usage de la violence, ou d'optimiser certains types de comportements souhaitables parfois exhibés par ces mêmes groupes, comme par exemple éviter toute implication avec des groupes terroristes.
- Les stratégies de dissuasion ciblée et de ciblage sélectif permettent aux forces de l'ordre, souvent débordées, de résoudre certains problèmes liés au manque de ressources.
- Une définition de ce que sont ces groupes « les plus dangereux » ou des comportements considérés comme « les plus nuisibles » peut varier. Le concept général consiste à réorienter les attaques non-stratégiques et aléatoires et l'approche de « tolérance zéro » adoptée par les forces de l'ordre contre les petits délinquants vers une stratégie sélective et stratégique afin de maximiser chacune de leurs opérations anti-criminalité.
- Le choix de concentrer les efforts de suppression sélective sur des cibles les plus importantes ou sur une catégorie intermédiaire de groupes criminels est principalement lié au choix de stratégies de neutralisation ou de dissuasion et de leurs cibles et objectifs.
- Les approches de dissuasion ciblée et les concepts de suppression hiérarchisée sont en grande partie dérivés de la lutte contre les gangs violents de Boston des années 1990. Des stratégies similaires, ainsi que des versions transnationales de dissuasion ciblée, ont été adoptées dans d'autres régions du monde.

\* Senior Fellow, The Brookings Institution, Washington, DC

- Les facteurs qui influent sur le niveau d'efficacité des stratégies de dissuasion ciblée et de suppression sélective comprennent le contexte politique, la qualité préexistante des renseignements et de la capacité de maintien de l'ordre par le gouvernement, la capacité du gouvernement à concentrer les ressources nécessaires, l'ampleur de la criminalité, la complexité et la répartition du pouvoir au sein des marchés criminels et la structure des groupes criminels.
- Il est essentiel de surveiller attentivement l'efficacité et les effets secondaires de ces stratégies, bien que cette évaluation puisse présenter des problèmes importants en termes d'extrapolation et de validité.

## Introduction

L'étendue considérable de la criminalité et des économies illicites engendre de multiples menaces, parfois intenses, contre les Etats et les sociétés ; des menaces contre leur sécurité de base, mais aussi contre leurs intérêts économiques, juridiques et environnementaux. Des niveaux élevés de criminalité, en particulier la violence criminelle, ont tendance à saper les efforts de maintien de l'ordre, le capital social et la capacité organisationnelle de la société civile et son aptitude à résister à la criminalité organisée. Dans un contexte de faiblesse étatique aiguë, où les institutions étatiques sont sous-développées et vulnérables, des objectifs tels que la suppression complète de la criminalité organisée peuvent être irréalisables. Cependant, même dans les pays dotés de solides institutions de maintien de l'ordre, les interventions visant à faire baisser le taux de criminalité, en particulier les crimes transactionnels tels que le trafic de drogue (par opposition aux crimes contre la personne, tels que les homicides), n'ont pas toujours porté leurs fruits et ont eu des effets non-désirés, tels que des violations des droits humains et des libertés civiles et une surpopulation dans les prisons.

Les approches de tolérance zéro contre la criminalité, qui sont devenues populaires dans le monde entier depuis les années 1980, se sont souvent avérées problématiques. Elles ont produit des résultats très inégaux et souvent augmenté les cas de brutalité policière. En

particulier, dans les contextes où les institutions de maintien de l'ordre sont faibles et la criminalité élevée, la plupart des approches de tolérance zéro ne sont pas parvenues à réduire la criminalité, et ont au contraire engendré de nouveaux problèmes. L'attribution des ressources à des programmes essentiellement répressifs se fait souvent au détriment du financement des interventions d'investigation. Enfin, le manque de hiérarchisation des crimes et des groupes criminels détourne souvent la police des infractions les plus graves et les plus violentes et des groupes criminels les plus dangereux.

Ce rapport présente tout d'abord la logique et les problèmes relatifs à une approche de « tolérance zéro » et de ciblage indifférencié dans les politiques de maintien de l'ordre. Il expose par la suite les principaux concepts théoriques des stratégies de dissuasion ciblée et de ciblage sélectif et passe en revue certaines de leurs applications, comme l'Opération Cessez-le-Feu (*Operation Ceasefire*) à Boston dans les années 1990 et les opérations de police de proximité à Rio de Janeiro dans les années 2000 (voir Encadré 1). Troisièmement, le rapport analyse les défis liés à la mise en œuvre des stratégies de ciblage sélectif et de dissuasion ciblée, en particulier en dehors des Etats-Unis. Enfin, il examine les principaux dilemmes liés à la conception des stratégies de ciblage sélectif et de dissuasion ciblée pour lutter contre la criminalité.

## La logique et les difficultés de l'approche « tolérance zéro », du ciblage indifférencié et de la dispersion des ressources dans les politiques de lutte contre la criminalité

Dans des circonstances idéales, les forces de police agiraient de manière uniforme et standardisée à l'encontre de tous les groupes criminels qui participent au même type d'activité économique illicite. Les forces de l'ordre répondraient ainsi à toute activité criminelle et cibleraient tout groupe criminel quel qu'il soit, afin de prévenir la corruption entre un groupe criminel et les forces de l'ordre ou une collusion entre certains groupes criminels, certains partis politiques et l'État<sup>1</sup>, et pour assurer l'application équitable et responsable du principe de primauté du droit. Selon ce modèle, une politique de différenciation des groupes criminels ou un traitement moins sévère contre certaines économies illégales pourrait encourager la diffusion de valeurs antisociales et porter atteinte à l'assimilation des valeurs sous-tendant la primauté du droit.

Cette logique est au cœur de l'un des concepts directeurs de la justice pénale développé aux États-Unis au cours des trente dernières années, la soi-disant théorie des « fenêtres cassées » (*broken windows*)<sup>2</sup>. Cette approche entend que le contrôle de la criminalité passe par la gestion de tout délit, même mineur, afin que la société et les délinquants potentiels sachent que l'espace est efficacement contrôlé et que la police a la capacité et la volonté de faire respecter la loi. Ce concept théorique a sous-tendu l'approche agressive de la police de New York, même à l'encontre des infractions mineures, depuis le début des années 1990. Cependant, son efficacité intrinsèque et comparative par rapport à d'autres innovations et méthodes policières (telles que l'approche axée sur la résolution des problèmes et une cartographie de la criminalité) ont été intensément disputées par les experts<sup>3</sup>.

De nombreux pays latino-américains ont adopté le concept de « *mano dura* » (main dure), c'est-à-dire répondre de manière agressive à toutes les infractions, pour répondre aux protestations de la population contre la montée de la criminalité. Les politiques de *mano dura* pénalisent notamment l'appartenance à des gangs de jeunes, en se basant sur le principe que cette approche découragerait l'adhésion aux gangs et à la criminalité de rue et réduirait la criminalité organisée<sup>4</sup>.

Pourtant, cette approche agressive visant à combattre toute criminalité s'est révélée inefficace dans le contexte latino-américain. En effet, les approches de tolérance zéro en Amérique Latine et dans d'autres régions du monde ont souvent abouti à des résultats très inégaux, ont échoué à réduire la criminalité et ont également généré de nouveaux défis. Les rafles de grande envergure et l'emprisonnement de délinquants mineurs entraînent souvent un surpeuplement dans les prisons, sans pour autant accroître la capacité du système correctionnel. En conséquence, les prisons deviennent des lieux de production de criminels endurcis.

Les approches de tolérance zéro ont souvent été accompagnées d'importantes violations des droits humains et de pratiques policières abusives, aliénant ainsi les communautés des forces de police. L'allocation des ressources aux programmes essentiellement répressifs a souvent lieu au détriment de la capacité d'investigation de la police.

Essentiellement, le manque de hiérarchisation des crimes et des groupes criminels détourne souvent l'attention de la police des infractions les plus graves et violentes et des groupes criminels les plus dangereux. Confrontées à une hausse importante de la criminalité, les forces de police peuvent rapidement se sentir dépassées et apathiques ou davantage disposées à faire usage de mesures extrajudiciaires, telles que la création de groupes d'autodéfense et de milices.

Pendant des périodes de violence intense entre les groupes criminels, comme au Mexique ces dix dernières années<sup>5</sup>, le ciblage indifférencié des groupes criminels organisés peut conduire à une intensification de la violence. En empêchant la mise en place de territoires et de rapports de pouvoir stables entre les groupes criminels puissants, les interventions policières peuvent en pratique perpétuer les cycles de violence que les forces de l'ordre sont incapables de contrôler. Contrairement à la Colombie des années 1990, au Mexique, lorsque le Président Felipe Calderón décida de s'attaquer aux groupes de trafic de drogue, le marché des drogues mexicain n'avait pas de structure « bipolaire » dominée par deux groupes puissants, mais par au moins six grandes organisations de trafic de drogue (OTD). Les interventions mexicaines de répression contre les OTD les ont affaiblies, mais n'ont pas engendré un véritable transfert de pouvoir à l'État ou à une autre organisation criminelle. Au lieu de cela, les interventions étatiques ont déséquilibré les relations de pouvoirs entre les OTD et leur capacité à contrôler le territoire et les itinéraires de contrebande, ainsi que leur aptitude à dissuader toute remise en question de leur autorité. Ce manque de clarté quant aux relations de pouvoir sur le marché criminel a tenté les OTD d'essayer de prendre possession du territoire des autres groupes criminels et se sont ainsi engagées dans une véritable guerre fratricide. Ce phénomène a également produit des alliances très fluides et instables entre elles. Les multiples interventions de maintien de l'ordre de l'État contre les OTD sans ordre de priorité préalable ont également conduit à l'éclatement des OTD, créant ainsi de nombreuses ramifications et la mise en place de nouveaux groupes criminels, eux aussi luttant pour survivre, étendre leur pouvoir et leur contrôle du territoire. Nombreux sont ceux qui ont aussi diversifié leurs activités à d'autres types de trafic et activités d'extorsion. Ces groupes sont sans doute plus petits, mais le marché criminel est beaucoup plus violent qu'auparavant<sup>6</sup>.

Plus la zone géographique aux prises avec la violence est grande, plus il est difficile pour les forces de l'ordre d'y répondre efficacement. Même lorsque les gouvernements allouent des ressources considérables sur de vastes étendues de territoire, ils ne parviennent pas à améliorer la sécurité de manière durable, et les interventions réactives et non coordonnées des forces de l'ordre finissent souvent par cibler le dernier épisode de violence. Lorsque les ressources sont trop dispersées, les forces de l'ordre perdent toute capacité de dissuasion.

## **Les stratégies de dissuasion ciblée et le ciblage sélectif: concepts clés et preuves**

Afin de surmonter les problèmes liés au manque et à la dispersion des ressources disponibles et aux abus perpétrés par la police, les forces de l'ordre peuvent adopter une nouvelle approche, visant à réprimer ou immobiliser un groupe criminel ciblé ou un certain type de criminel, dans un endroit précis ou dans l'ensemble du pays, dans le but de dissuader d'autres groupes criminels d'adopter des comportements nocifs similaires<sup>7</sup>. De même, les forces de l'ordre peuvent concentrer leurs activités sur les hauts lieux de criminalité ou sur les délinquants chroniques<sup>8</sup>. Selon la logique sous-jacente de ces stratégies de dissuasion ciblée (qui sont devenues de plus en plus populaires aux États-Unis et en Europe occidentale), les interventions répressives contre un type spécifique de délinquant ou de groupe criminel – qu'elles imposent des peines peu sévères ou qu'elles visent à neutraliser complètement leur cible – modifieront le comportement du groupe lui-même ou, si le groupe est neutralisé, celui d'autres groupes criminels et délinquants impliqués dans le système<sup>9</sup>.

Une définition de ce que sont les groupes « les plus dangereux » ou des comportements considérés comme « les plus nuisibles » peut

varier. Aux Etats-Unis, où des stratégies de dissuasion ciblée ont été adoptées, la plupart des groupes ou des délinquants ciblés sont des gangs très violents ou des délinquants chroniques ou à répétition ; le but dominant étant de réduire la violence<sup>10</sup>.

Il est cependant possible de désigner d'autres objectifs clés pour les approches de dissuasion ciblée. Au lieu de cibler les groupes ayant un penchant pour l'usage de la violence, les cibles prioritaires pourraient être, par exemple, les groupes criminels les plus susceptibles de coopérer avec des organisations terroristes ; dans ce contexte, leurs relations avec des groupes terroristes constituerait la base d'une intervention à leur encontre<sup>11</sup>. D'autres groupes pourraient être sélectionnés pour leur propension à la corruption et la possibilité de collusion avec des institutions étatiques, ou des groupes criminels qui participeraient aux économies illicites les plus dangereuses, telles que la contrebande nucléaire<sup>12</sup>.

Le concept général de cette approche est d'éloigner les forces de l'ordre des frappes non stratégiques (et parfois incontestablement incohérentes) et basées uniquement sur des renseignements fortuits ou des approches de « tolérance zéro » contre les délinquants mineurs ; le but étant d'assurer une approche plus stratégique, ciblée et efficace pour les opérations de lutte contre la criminalité.

Souvent, la dissuasion ciblée n'est pas un processus en une seule étape (c'est à dire l'élimination du groupe le plus nuisible), mais implique aussi une approche séquentielle visant le deuxième groupe le plus nuisible après avoir neutralisé le premier, puis le troisième et ainsi de suite, afin de rehausser et de consolider l'effet dissuasif de l'intervention.

Le corollaire des interventions de police centrées sur les points chauds les plus violents est une approche de séquençage géographique et les interventions dites « tâche d'huile », semblables

aux approches contre-insurrectionnelles de ce type<sup>13</sup>. Dans les marchés criminels où de très grandes zones géographiques sont touchées par une violence criminelle intense et où une sélection des quartiers les plus violents est difficile, les forces de l'ordre peuvent néanmoins choisir une zone spécifique, y établir un contrôle solide, puis étendre progressivement ce contrôle (ou du moins une baisse de la criminalité) dans d'autres localités afin de reprendre le dessus sur les OTD<sup>14</sup>. Une telle approche n'implique pas forcément l'usage d'un niveau élevé de violence par les forces de l'ordre ou des frappes plus intenses contre les trafiquants ou leurs tueurs à gages. Cependant, il est nécessaire d'asseoir la prépondérance de la capacité coercitive étatique dans la localité concernée afin que l'Etat puisse y établir son autorité et accroître la sécurité publique. Pendant la deuxième phase de l'intervention, la présence des forces de l'ordre est moins écrasante, et peut prendre la forme de police de proximité. Une intervention plus lourde des forces de l'ordre est ensuite déployée dans de nouvelles zones où a été détectée une activité criminelle violente intense<sup>15</sup>. L'approche brésilienne la plus récente dans les bidonvilles violents de Rio de Janeiro, les Unités de Pacification de Police (UPP), est en réalité une stratégie de contre-insurrection urbaine. Elle a eu un succès impressionnant jusqu'ici, bien qu'elle soit aussi confrontée à de nombreux défis<sup>16</sup>. Comme d'autres approches brésiliennes similaires, les UPP s'inspirent des stratégies policières déployées à Boston, aux Etats-Unis, élaborées au milieu des années 1990 (voir Encadré 1).

L'une des dernières innovations en matière de stratégies de dissuasion ciblée est de les internationaliser. Proposé par Mark Kleiman dans « *Frappes chirurgicales dans le cadre des guerres contre la drogue* », le concept appelle les pays où les forces de l'ordre ont une importante capacité d'action à perturber les réseaux criminels transnationaux les plus violents afin d'aider à réduire la violence criminelle à laquelle sont confrontés d'autres pays plus vulnérables

qui manquent de capacité de dissuasion<sup>17</sup>. Kleiman a en particulier appliqué ce concept au contexte américano-mexicain, suggérant que les forces policières américaines devrait identifier le groupe mexicain de trafiquants de drogue le plus dangereux (c'est-à-dire le groupe le plus violent) afin de cibler leurs efforts sur ce groupe en particulier et perturber ses activités sur le territoire américain, où l'OTD mexicaine serait impliquée dans le trafic et la distribution de stupéfiants à grande échelle. Le marché des drogues américain étant considérablement lucratif, le fait d'en être éliminé serait extrêmement gênant pour le groupe en question, et les autres groupes criminels mexicains seraient alors fortement incités à modérer

leur comportement et réduire leur usage de la violence afin de ne pas attirer l'attention des forces de l'ordre américaines et préserver leur accès au marché des drogues américain. Pour qu'une telle stratégie transnationale soit efficace, la sanction imposée à l'étranger doit être coûteuse pour le groupe criminel ; en d'autres termes, la perturbation des activités illicites à l'étranger doit générer soit des pertes financières importantes, soit l'affaiblissement critique des chaînes logistiques (par exemple, si l'Inde décidait d'aider le Mexique en perturbant les opérations des OTD mexicaines en Inde, l'impact de cette intervention serait négligeable car la pénétration des OTD mexicaines dans les marchés criminels indiens est minime).

### **Encadré 1. Opération Cessez-le-Feu et au-delà**

Les approches de dissuasion ciblée et les concepts de suppression ciblée sont en grande partie dérivés de la lutte contre les gangs violents de Boston dans les années 1990, connu sous le nom d'Opération Cessez-le-Feu (*Operation Ceasefire*). Le ciblage très médiatisé du groupe criminel le plus violent, puis du second groupe criminel le plus violent, a conduit les gangs de Boston à éviter d'être détectés comme étant trop violents afin de ne pas devenir la cible d'actions policières répressives. Au fil du temps, les niveaux de violence dans les zones où les gangs avaient tendance à sévir ont baissé de façon spectaculaire, avec une chute de 66 pour cent des homicides chez les jeunes après le lancement de l'opération en 1996<sup>18</sup>.

S'inspirant du *Boston Gun Project* (projet sur les armes de Boston), l'opération s'est efforcée de résoudre le problème causé par les hauts niveaux d'homicides chez les jeunes à Boston et a par conséquent mis la priorité sur la réduction des homicides et de la violence, plutôt que de chercher à réduire d'autres activités criminelles, telles que le trafic de drogues par des gangs de jeunes. En vertu de cette stratégie, les forces de l'ordre ont accentué leurs actions à l'encontre des délinquants les plus violents, en les arrêtant. Ceci n'était pas difficile à réaliser vu que les infractions violentes étaient aisément observables et les délinquants étaient souvent sous mandat d'arrêt ou en liberté conditionnelle. La police pouvait donc imposer une supervision plus stricte sur leur liberté conditionnelle, lancer de nouveaux mandats ou les mettre en liberté sous caution avec des conditions plus sévères, les incarcérer dans des établissements sécurisés pour mineurs sous surveillance, et rouvrir des affaires non élucidées. Les forces de l'ordre ont activement fait usage de leur arsenal répressif contre les gangs violents afin de leur faire savoir qu'ils étaient spécifiquement ciblés pour leur propension à la violence. Il est essentiel d'ajouter que la stratégie utilisée dans le contexte de Boston et des Etats-Unis mettait un point d'honneur à souligner que les caractéristiques des activités illégales chroniques rendaient les populations criminelles les plus nuisibles particulièrement vulnérables à toute la gamme des tactiques répressives étatiques<sup>19</sup>.

L'approche dite d'« actionnement des leviers » (*pulling levers*) a également entraîné d'autres membres de la communauté, tels que les églises, les écoles et les entrepreneurs locaux, à intervenir auprès des chefs de gangs et de les inciter à réduire leur usage de la violence. Cette approche comprenait des rencontres entre chefs de gangs, fonctionnaires de la ville, officiers de police et autorités locales (que ce soit dans des établissements correctionnels, lors des assemblées scolaires ou par contact individuel avec les membres des gangs) afin de discuter de la criminalité, en particulier de la violence, et de proposer des solutions. Les approches et mécanismes de dissuasion ciblée, telle que celle citée ci-dessus, ont été adaptés avec succès dans d'autres villes américaines, telles que Minneapolis et Indianapolis<sup>20</sup>. L'Opération Cessez-le-Feu est également devenue un modèle à suivre pour d'autres pays, tels que le Brésil où la politique du GPAE (*Grupamento de Policiamento em Áreas Especiais* – Groupement de police dans des zones spécifiques) a été implantée à Rio de Janeiro en 2000<sup>21</sup>. Comme indiqué précédemment, dans une certaine mesure, la politique actuelle des UPP à Rio de Janeiro visant à reprendre le contrôle des *favelas* violentes s'inspire de l'Opération de Cessez-le-Feu de Boston<sup>22</sup>. Dans le cas de Rio, les forces de l'ordre brésiliennes ont mis la priorité sur la réduction de la violence entre les gangs de drogue plutôt que sur les autres activités criminelles des gangs, comme la réduction du trafic de drogue. Dans le cas des UPP, l'affirmation de la présence étatique dans les *favelas* et le contrôle des territoires auparavant dominés par les gangs de drogue étaient d'une importance égale.

## Les défis relatifs à la mise en œuvre des stratégies de dissuasion ciblée : Au-delà des interventions locales de maintien de l'ordre aux Etats-Unis

En dehors des Etats-Unis, la mise en œuvre de l'approche de dissuasion ciblée décrite dans l'Encadré 1 a souvent été complexe et s'est heurtée à un certain nombre de difficultés. En pratique, les stratégies choisies n'ont généralement pas reproduit les résultats observés aux Etats-Unis. Au Mexique, par exemple, le gouvernement de Calderón a finalement décidé de cibler les deux groupes les plus violents du pays, la Familia Michoacana et les Zetas, mais n'a pas réussi à obtenir des effets systémiques de dissuasion ou une réduction générale de la violence. Les gains tactiques du gouvernement contre la Familia Michoacana ont uniquement conduit à l'émergence d'un nouveau groupe très violent, Los Templarios. Au lieu d'avoir été évincés, les Zetas se sont

tournés vers nouveaux territoires, tels que Monterrey et Nuevo León et près de la frontière sud du Mexique (ils ont également mis en place des opérations robustes de maintien de l'ordre en Amérique centrale)<sup>23</sup>. Plusieurs types de défis de mise en œuvre ont vu le jour.

### Sensibilités politiques en matière de ciblage sélectif

L'approche de dissuasion ciblée repose principalement sur la dissuasion par la sanction, bien que celle-ci comporte un élément de suppression des capacités, à savoir l'empêchement physique d'entreprendre une action ou la neutralisation de l'acteur<sup>24</sup>. La dissuasion par la sanction est basée sur la capacité de l'acteur A (les forces de l'ordre) d'infliger des dommages à l'acteur B (le groupe criminel), en représailles à des actions commises par l'acteur de B (les actes de violence perpétrés par le groupe criminel), afin que l'acteur B soit dissuadé d'entreprendre une action similaire à l'avenir. Une stratégie de dissuasion ciblée peut également inclure

une dissuasion prolongée, qui vise à influencer non seulement la cible principale, mais aussi d'autres groupes criminels non-ciblés afin qu'ils renoncent à diverses actions.

Pour que la dissuasion par menace de sanction fonctionne, la menace doit pouvoir clairement rassurer l'acteur B (groupe criminel) : s'il n'entreprend pas l'action nuisible (l'usage de la violence), il ne sera pas puni. Une telle assurance implique que les forces de l'ordre soulignent que d'autres comportements illégaux (par exemple, le trafic de drogue, par opposition à l'usage de la violence) ne seront pas punis avec la même intensité et que les groupes criminels qui « se comportent bien » (les groupes peu violents, par exemple) ne seront pas la cible principale des forces policières.

Cependant, il est nécessaire de faire preuve d'un leadership solide pour persuader l'électorat et les alliés externes que cette tactique est une stratégie efficace de maintien de l'ordre, et non de la corruption. A Rio, c'est la polémique politique créée par le choix de concentrer les efforts sur la réduction de la violence plutôt que sur la distribution de drogues qui a conduit à des difficultés, puis à la disparition du GPAE. Une décennie plus tard, les citoyens de Rio sont beaucoup plus disposés à accepter une politique qui met l'accent sur la récupération des territoires et la réduction de la violence, plutôt que sur la lutte contre le trafic de drogues dans les *favelas* et soutiennent la politique des UPP. Cependant, les sensibilités politiques concernant le ciblage de certains types de criminalité n'ont pas entièrement disparu et les responsables de Rio ont fait des efforts considérables pour expliquer que l'intervention des UPP perturbait également le trafic de drogues, et n'avait pas pour unique résultat de résorber la violence. Ils ont donc parfois émis des consignes contradictoires aux équipes de police des UPP établies dans les *favelas* concernant les interventions à l'encontre des réseaux de distribution de drogues.

De même, pendant la plupart des six années du gouvernement de Calderón, celui-ci a dû se défendre contre les accusations selon lesquelles il était trop indulgent avec le cartel de Sinaloa. Bien que le cartel de Sinaloa soit moins violent, moins macabre et moins effronté que les Zetas ou La Familia Michoacana, l'attitude du gouvernement envers le cartel de Sinaloa a été perçue par certains citoyens mexicains comme du favoritisme et de la corruption. Le gouvernement de Calderón s'est senti obligé de nier toute existence d'un ciblage différencié et a entrepris des actions à l'encontre du cartel de Sinaloa afin de démontrer que l'intervention du gouvernement était équilibrée, même si ce ciblage uniforme allait intensifier les niveaux de violence dans le pays.

### **Effets d'échelle et complexités du système**

Le succès de l'Opération Cessez-le-Feu à Boston (voir Encadré 1) reposait principalement sur la capacité de dissuasion *préexistante* de la police, même si l'un des objectifs de la stratégie était de renforcer encore davantage la capacité de dissuasion. Le mécanisme basé sur l'actionnement des leviers voulait que les gangs prennent conscience des sanctions que la police avait à sa disposition. De plus, moins le système devenait violent, plus il était facile d'identifier et de cibler les délinquants, augmentant par là même la capacité de dissuasion. Cependant, il est nécessaire de noter que, même dans les phases initiales de mise en œuvre de l'Opération Cessez-le-Feu, la police de Boston bénéficiait d'une crédibilité importante auprès des gangs et ceux-ci craignaient la mise en application des actions annoncées par la police. Ainsi, lorsque le commissaire de police Paul Evans a indiqué qu'il allait concentrer ses forces sur le gang le plus violent, ce dernier a réellement cru que la police avait la capacité d'entreprendre une telle action, et que celle-ci aurait de graves conséquences pour les dirigeants du gang.



Ceci est un problème au Mexique, et dans d'autres pays dans lesquels les forces de l'ordre sont débordées ou très corrompues, car la crédibilité de la police fait défaut pour de multiples raisons. L'une de ces raisons peut être l'incapacité à identifier les responsables d'un comportement nuisible devant être dissuadé. Au Mexique, par exemple, la fracturation des OTD et l'intensification généralisée de la violence a brouillé les pistes de renseignements. En partie en raison des interventions des forces de l'ordre, de nombreuses OTD mexicaines se sont dispersées et ont créé de nouveaux groupes, et les gangs de jeunes ont été embauchés par les OTD pour des opérations spécifiques, créant ainsi un environnement rendant l'obtention de renseignements particulièrement difficile. De plus, le sentiment que les forces de l'ordre sont dépassées et ne cernent pas assez précisément la dynamique locale de criminalité a permis à des criminels extérieurs aux grands groupes criminels, et aux petits délinquants, de perpétrer des crimes graves, conduisant à une forte augmentation du nombre d'enlèvements, d'extorsions, et même d'homicides. En utilisant les données gouvernementales, un groupe de recherche non-gouvernemental mexicain, México Evalúa, a estimé qu'entre 2007 et 2010 diverses formes de criminalité ont proliféré au Mexique, avec une augmentation de 96 pour cent des homicides, 188 pour cent pour les enlèvements, 100 pour cent pour les extorsions, et 42 pour cent pour les vols aggravés<sup>25</sup>. En 2012, le gouvernement Calderón a admis son manque de capacité d'investigation et a annoncé qu'il n'actualiserait plus la liste de décès liés aux drogues car moins de 10 pour cent des crimes au Mexique font l'objet d'une enquête<sup>26</sup>. La multipolarité du marché criminel mexicain, constitué d'une multitude de groupes criminels puissants, rend les efforts d'investigation extrêmement difficiles. Toutefois, si l'auteur du comportement dangereux ne peut être identifié et que les forces de l'ordre ne peuvent pas véritablement infliger des représailles à son encontre, la dissuasion n'a plus lieu d'être. En Colombie dans les années 1980 et 1990, en revanche, le marché était bipolaire, c'est à dire

essentiellement dominé par deux groupes, les OTD de Medellín et Cali, et une stratégie de ciblage séquentiel pouvait alors compter sur des renseignements relativement clairs.

Outre les problèmes d'identification, le deuxième élément sur lequel est centrée une intervention de dissuasion efficace est sa capacité d'infliger des sanctions sévères que craignent les groupes criminels. Toutefois, si le groupe criminel estime qu'il peut aisément influencer les forces de l'ordre (comme cela arrive au Pakistan), ou qu'il sera protégé par les services de renseignement du pays ou certains partis politiques, par exemple, la dissuasion échouera.

### **Difficultés dans l'utilisation des ressources disponibles**

Si les forces de l'ordre peuvent assurer une force de frappe importante, celle-ci permettra d'accroître la crédibilité des tactiques de dissuasion. La capacité de concentrer les ressources disponibles réduit souvent les difficultés d'identification, en renforçant les capacités d'investigation, augmentant ainsi la probabilité d'imposer des sanctions. Dans certaines circonstances, ceci peut même accentuer l'effet des sanctions ; mises à part les mesures extrajudiciaires, une plus grande densité de policiers peut permettre de procéder à l'arrestation de nombreux membres d'un groupe criminel et ainsi d'affaiblir davantage le groupe et le faire payer pour toute infraction.

Pourtant, si la pénurie des ressources est un problème aigu, y compris du côté des forces de police, une telle concentration des ressources peut être une tactique aussi sensible politiquement que les approches punissant moins sévèrement certains criminels. Les zones sans « traitement », c'est-à-dire sans présence significative d'agents de police, pourraient questionner la raison pour laquelle l'Etat aurait concentré les ressources disponibles dans une communauté spécifique tandis que d'autres communautés tout aussi démunies seraient délaissées. Les incitations politiques pousseraient au contraire le

gouvernement à distribuer une petite proportion des ressources disponibles à chacun, même si une telle approche pourrait conduire en pratique à une éviscération des capacités de dissuasion et de neutralisation des forces de l'ordre.

Il doit également être noté qu'une mauvaise gestion de l'augmentation de la présence des forces de l'ordre peut générer des ressentiments si cette présence déclenche et perpétue la violence et si les agents ont un comportement abusif et contraire aux droits humains.

Les espaces urbains où la concentration des forces de l'ordre peut rapidement produire des résultats visibles et constituer des modèles de bonne pratique, en intégrant des interventions de lutte contre la criminalité avec des efforts de développement économique pour produire des synergies intersectorielles. Cependant, l'obtention du soutien politique nécessaire pour une telle concentration des ressources, nécessite que l'Etat souligne la crédibilité et la viabilité de sa stratégie afin de pouvoir élargir une telle intervention multiforme au-delà de l'espace géographique d'origine.

### **Structure des groupes criminels et dissuasion transnationale**

La dissuasion fonctionne mieux contre des cibles hiérarchisées avec des structures strictes de contrôle et de discipline. Les groupes criminels organisés en réseaux moins serrés sont bien moins capables de communiquer des ordres à leurs membres et à leur imposer une discipline. Plus la chaîne de commandement est divisée et volatile (y compris lorsque cela résulte d'interventions de maintien de l'ordre), plus les tactiques de dissuasion peuvent être affaiblies. L'existence possible de membres en défection ou de factions vaguement affiliées qui agissent de manière isolée en organisant des actions non autorisées affaiblit les efforts de dissuasion. Dans une telle situation, il devient aussi plus difficile pour les organismes de maintien de l'ordre de communiquer les menaces de façon claire et crédible.

L'étanchéité ou la perméabilité des structures et de la discipline interne devient un facteur déterminant dans les stratégies de dissuasion ciblée, comme l'a déclaré Kleiman. Si les groupes de trafiquants de drogue mexicains opérant aux Etats-Unis ont des structures hiérarchiques strictes et peuvent facilement imposer leurs décisions et leur discipline tout au long de la chaîne d'activités des deux côtés de la frontière américano-mexicaine, la crédibilité des interventions de dissuasion de la police américaine augmentera considérablement et les actions entreprises du côté américain de la frontière auront une chance de modifier le comportement des OTD au Mexique. Si, au contraire, les activités criminelles transfrontalières sont basées sur les réseaux plus ou moins perméables, les opérations de maintien de l'ordre américaines contre les opérations des OTD aux Etats-Unis auront un effet minime sur le comportement des OTD au Mexique.

Dans le cas américano-mexicain, l'ensemble de preuves démontrant l'étanchéité ou la perméabilité des structures des groupes criminels est en réalité très variable (voir Encadré 2).

Un autre problème lié à la mise en œuvre des stratégies de dissuasion ciblée transnationales est relatif au fait que la sécurité nationale et les intérêts sécuritaires publics d'un pays donné peuvent être différents pour un autre pays. Les stratégies transnationales de dissuasion ciblée, comme d'autres initiatives de coopération internationale contre les groupes criminels transnationaux, peuvent exiger que d'autres pays mettent en péril leurs accords avec certains groupes criminels, ce qu'ils sont parfois extrêmement réticents à faire.

Les exemples abondent. Entre les années 1940 et 1980, les services de maintien de l'ordre mexicains, par exemple, laissaient souvent certains groupes criminels agir en toute impunité tant qu'ils ne leur créaient pas trop de problèmes et se concentraient sur la contrebande vers les Etats-Unis. Le Pakistan a parrainé et soutenu des groupes criminels et terroristes au Népal, ainsi qu'au Bangladesh et au Pakistan, afin de

lancer une guerre asymétrique contre l'Inde. De son côté, New Delhi n'a pas voulu agir contre les groupes criminels indiens agissant au Népal, afin de préserver la capacité de l'Inde à les utiliser pour des opérations antiterroristes et contre le Pakistan au Népal<sup>27</sup>. Le dernier exemple en date est celui du Mali où le terrorisme, l'insurrection et le crime sont étroitement liés. L'Algérie a été réticente à agir contre les groupes terroristes et criminels opérant du territoire malien pour éviter, entre autres, de les encourager à frapper l'Algérie (cette tactique a échoué car, en Janvier 2013, des terroristes ont saisi

des otages internationaux dans une usine algérienne d'exploitation de gaz en représailles à l'autorisation algérienne accordée aux forces internationales d'utiliser son espace aérien pour renverser les djihadistes contrôlant le nord du Mali). De nombreux autres exemples de ce type soulignent le fait que certains groupes criminels transnationaux qui peuvent constituer des menaces graves pour un pays peuvent être considérés comme des atouts utiles par un autre pays, ou du moins comme un problème de faible priorité pour les forces de l'ordre.

### **Encadré 2. Variation structurelle et efficacité de la dissuasion**

Lorsque Jaime Zapata et Victor Avila, deux agents américains de l'agence d'immigration et de douane des Etats-Unis ont été attaqués et tués par balle au Mexique en Février 2011, le responsable a été identifié comme faisant partie du groupe les Zetas. Les Zetas auraient activement coopéré avec les forces de l'ordre américaines et divulgué l'identité des membres du groupe ayant commis le meurtre<sup>28</sup>. Le leader des Zeta a également affirmé qu'il n'était pas au courant de cette intervention et ne l'avait pas autorisée. Quoi qu'il en soit, l'identification du responsable (ou du bouc émissaire) par les Zetas démontre que le groupe redoutait les forces américaines, et que l'effet de dissuasion était bien réel.

En même temps, des données récentes sur la culture illicite de marijuana aux Etats-Unis suggèrent que les groupes criminels mexicains agissant aux Etats-Unis pourraient en fait être des réseaux fluides et fragmentés plutôt que des chaînes d'opération étroitement contrôlées par de grandes OTD mexicaines, comme nous le pensions auparavant<sup>29</sup>. La culture illicite de marijuana, qui est en pleine expansion dans les parcs nationaux américains, notamment en Californie, semble être gérée par des groupes indépendants de ressortissants mexicains (souvent des travailleurs sans papiers) résidant aux Etats-Unis. Ces groupes semblent avoir peu de liens et d'interactions avec les grandes OTD. Il convient également de noter que, par rapport à d'autres OTD actuellement actives aux Etats-Unis, y compris d'autres groupes mexicains, ces organisations travaillant dans la culture de marijuana sont prêtes à user d'un niveau de violence assez élevé contre les agents de police américains, leur tirant régulièrement dessus ainsi que sur les touristes errant à proximité de leurs opérations dans les parcs protégés. La prolifération des cultures et l'augmentation des niveaux de violence indiquent que les menaces de dissuasion des agences de maintien de l'ordre américaines contre ces groupes sont peu crédibles. En effet, les interventions contre leurs biens, tels que l'éradication des cultures et les arrestations des cultivateurs, n'ont pas produit d'effets palpables sur le comportement des autres groupes criminels au Mexique. Dans ce cas, les stratégies de dissuasion utilisées par les Etats-Unis semblent avoir quelques effets sur les OTD mexicaines opérant aux Etats-Unis mais un impact extérieur et transnational négligeable sur les OTD au Mexique.

### **Difficultés liées au contrôle de l'efficacité des politiques et problèmes d'extrapolation**

Comme toutes les politiques, la dissuasion ciblée et les stratégies de ciblage sélectif nécessitent une évaluation et un suivi minutieux de sorte que les interventions des forces de l'ordre puissent optimiser la menace et la nature de la sanction, puis concevoir et clarifier (ou au contraire rendre plus opaque) les signaux de dissuasion. Un suivi analytique minutieux permet également d'atténuer les effets perturbateurs des différents contextes institutionnels et culturels au sein desquels les menaces de dissuasion sont communiquées.

Comme pour l'évaluation d'autres types de stratégies de dissuasion, l'évaluation de l'efficacité des stratégies de dissuasion ciblée pose des problèmes d'extrapolation et de validité. Supposons qu'un marché criminel dans une ville donnée soit très violent, et que, dans le cadre d'une intervention de dissuasion ciblée, les membres du groupe le plus violent de ce marché sont systématiquement arrêtés. Par la suite, la violence diminue. Pouvons-nous en conclure que l'approche axée sur la dissuasion était efficace? Cela est possible ; d'autres ont sans doute été dissuadés de faire usage de la violence. Toutefois, la violence pourrait avoir diminué pour une autre raison – un autre groupe criminel pourrait avoir pris le dessus pour prendre le contrôle de ce marché criminel, aidé par la neutralisation du groupe rival par les forces de l'ordre. Alternativement, d'autres approches policières pourraient avoir été adoptées en même temps que des approches de dissuasion ciblée, et ce sont ces dernières qui pourraient expliquer la réduction de la violence. Ou il se pourrait que le rythme opérationnel de la guerre stratégique précédente entre les groupes criminels n'était pas viable pour les groupes criminels eux-mêmes, et les interventions politiques extérieures n'auraient, en fait, eu aucun effet important sur les niveaux de violence.

Tijuana et Ciudad Juárez, au Mexique, présentent deux exemples concrets d'une telle situation. Pendant la majorité du temps où le gouvernement de Calderón était au pouvoir, les deux villes étaient des centres de hauts niveaux de violence liée au trafic de drogues au Mexique. Les forces de l'ordre mexicaines ont donc concentré leurs efforts sur les deux villes. La violence a finalement diminué de façon spectaculaire à Tijuana en 2010 et à Ciudad Juárez en 2012. Cela signifie-t-il que les stratégies de maintien de l'ordre dans ces villes ont été efficaces?

La baisse de la violence à Ciudad Juárez et Tijuana peut être principalement expliquée par le fait que, dans les deux villes, le cartel de Sinaloa a pris le contrôle de la plupart des marchés criminels de la région et des itinéraires de contrebande<sup>30</sup>. L'amélioration des stratégies policières, telles que l'adoption de la stratégie des « points chauds » et peut-être même les améliorations effectuées au sein de la police municipale de Ciudad Juárez, sous la direction du policier prestigieux Julián Leyzaloa, ont sans doute contribué à la réduction de la violence dans la ville. Cependant, le déclin du taux d'homicides de 40 pour cent en 2012 par rapport aux taux élevés de 2009 et 2010 reflète la domination émergente du cartel de Sinaloa.

De même, à Tijuana, le cartel de Sinaloa a finalement assis sa domination sur les autres OTD. Au cours des opérations militaires de 2009 et 2010, le cartel de Sinaloa aurait largement fait usage du numéro vert mis en fonctionnement par le gouvernement pour fournir des informations sur ses rivaux. Les services de police ont également connu des améliorations, en particulier grâce aux efforts de Leyzaloa (alors à la tête de la police municipale) pour réduire la corruption au sein de la police municipale, pour améliorer la coordination entre l'armée, la police et les procureurs, et avec l'adoption de réponses rapides aux crimes signalés, spécialement pour les attaques commises dans le centre des affaires de Tijuana.

Toutefois, l'établissement d'un nouvel équilibre de pouvoirs dans le marché criminel a lui aussi été fondamental. Il est parfois difficile de séparer clairement les effets des interventions politiques et des changements endogènes sur les marchés criminels, surtout lorsque ces effets endogènes sont à long terme, tels que les changements démographiques au sein de la population criminelle.

L'évaluation des effets plus larges d'une approche de dissuasion ciblée sur les groupes criminels qui ne sont pas des cibles directes est encore plus difficile. Même en supposant qu'une stratégie particulière de maintien de l'ordre (comme par exemple le ciblage sélectif du criminel le plus important) aurait engendré des changements dans le comportement du criminel ciblé, quand et comment est-il possible de déterminer si d'autres criminels ont pu tirer des leçons de cette politique? Supposons qu'un groupe criminel soit très violent. Les forces de l'ordre le frappent à plusieurs reprises. D'autres groupes impliqués dans le système, qui n'ont jusqu'alors pas été très violents continuent à agir en faisant peu usage de la violence et ne sont pas tentés, par exemple, de s'emparer du territoire du groupe ciblé par l'intervention des forces de l'ordre. Cela signifie-t-il que les autres groupes ont tiré des leçons de l'intervention des forces de l'ordre et ajusté leur comportement afin de ne pas provoquer de frappes semblables à leur rencontre? Il se pourrait que cela soit le cas. Mais il se pourrait simplement qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de passer au cran supérieur et de saisir le territoire du groupe criminel ciblé en premier lieu. La seule façon d'établir avec un certain niveau de confiance la raison du comportement de ces « chiens qui n'aboient pas » est de mener des entretiens avec les dirigeants et managers des groupes criminels.

## **Dilemmes politiques quant à l'élaboration des stratégies de dissuasion ciblée et des effets secondaires de ciblage sélectif**

Comme indiqué ci-dessus, les objectifs fixés pour le ciblage sélectif et les stratégies de dissuasion ciblée peuvent varier. Ils peuvent, par exemple, viser à réduire la violence dans le marché criminel, la corruption des institutions étatiques, ou la volonté des groupes criminels à coopérer avec les terroristes. L'objectif premier du gouvernement pourrait aussi être de renforcer le contrôle étatique sur les groupes criminels. Ces différents objectifs peuvent parfois être en conflit les uns avec les autres.

### **Différentes bases de ciblage sélectif et de stratégies de dissuasion ciblée**

Même lorsque l'objectif le plus important est de réduire l'usage de la violence, des choix fondamentaux doivent être faits. Si les organismes de maintien de l'ordre visent à réduire la violence à travers une approche de dissuasion ciblée, ils pourraient et devraient probablement concentrer leurs attaques principalement sur le groupe criminel le plus violent. Ils pourraient aussi chercher à réduire la violence par la neutralisation, en ciblant les groupes les plus faibles dans le système de sorte qu'un groupe criminel puisse prendre le dessus dans la localité en question. Ainsi, lorsqu'il s'agit de concevoir et de financer des stratégies de mise en œuvre, les méthodes de ciblage sélectif peuvent générer des stratégies de dissuasion ciblée ou de neutralisation ciblée qui sont en concurrence les unes avec les autres.

Les différents critères sur lesquels les stratégies ciblées peuvent être fondées ont aussi des coûts, des avantages et des compromis variables. Les critères de sélection d'une stratégie de dissuasion ciblée doivent être sélectionnés selon les conditions locales de chaque pays sur la base d'une analyse comparative des coûts/avantages/compromis. Les conditions

qui doivent être prises en compte dans cette analyse comparative comprennent : la répartition du pouvoir entre les différents groupes criminels, la probabilité de mise en place de rapports de force au sein des différents groupements de distribution du pouvoir, la propension à la violence des groupes criminels et la force relative des agences de maintien de l'ordre, en particulier leur capacité à obtenir les renseignements détaillés nécessaires sur les groupes criminels et leur capacité de frappe et de signalisation dans un contexte donné. Si, par exemple, le dispositif de maintien de l'ordre a une capacité limitée d'attribution des meurtres individuels à un groupe particulier, la stratégie de ciblage du groupe ayant la plus grande propension à la violence peut ne pas fonctionner par manque d'informations. Les conditions locales doivent guider la sélection des critères de ciblage pour les approches de dissuasion et de suppression ciblée.

### **L'étouffement des cibles à haute valeur ajoutée contre le ciblage des couches intermédiaires**

Il est par ailleurs nécessaire de choisir entre le ciblage des leaders des groupes sélectionnés ou des agents de niveau intermédiaire. Le ciblage des membres subalternes est la stratégie la moins efficace et a souvent pour unique résultat de remplir les prisons. Une telle stratégie modifie rarement le comportement des groupes criminels organisés et ne parvient pas à les neutraliser ; de telle sorte qu'il est aisé de choisir de l'abandonner.

Il est cependant plus difficile de prendre la décision de se concentrer sur la couche intermédiaire ou la couche supérieure des groupes criminels. Le ciblage à haute-valeur ajoutée, c'est-à-dire qui se concentre sur la couche supérieure, est souvent la préférence des forces de l'ordre américaines à l'étranger, et les Etats-Unis encouragent souvent les autres pays à adopter cette stratégie, comme par exemple avec la création d'unités spécialisées

de répression. Le ciblage à haute valeur ajoutée est également devenu populaire comme mesure anti-terrorisme et de contre-insurrection. Dans ces trois contextes, le choix est surtout motivé par le principe selon lequel le ciblage à haute-valeur ajoutée neutralisera le groupe en question. Cela peut parfois se produire avec les opérations anti-terroristes contre les groupes extrêmement hiérarchisés (tel que le Sentier Lumineux au Pérou). Même lorsque la neutralisation ne réussit pas, des frappes à répétition contre des cibles terroristes de grande valeur peuvent affaiblir la capacité opérationnelle du groupe, comme ce fut le cas des opérations anti-terroristes américaines contre Al-Qaïda.

Toutefois, le ciblage à haute valeur ajoutée contre les groupes criminels a souvent été beaucoup moins efficace et a posé de nombreux problèmes, la principale raison étant l'importante capacité des groupes criminels de remplacer les cadres supérieurs arrêtés ou tués par les forces étatiques. Cette capacité est beaucoup plus importante que dans le cas d'insurrections et d'organisations terroristes, car les compétences organisationnelles et les capacités de leadership requises pour les dirigeants terroristes et les groupes d'insurgés ont tendance à être beaucoup plus sophistiquées que pour les trafiquants de drogue. L'histoire du commerce de la drogue est remplie de nouveaux trafiquants et d'organisations qui refont surface à chaque fois que les forces de l'ordre semblent avoir porté un coup décisif aux groupes les plus actifs. Cependant, bien que la capacité régénérative du commerce de la drogue soit immense et que les OTD et les trafiquants réapparaîtront tant que le marché des drogues illicites continuera d'exister (et persisteront même dans le cadre de marchés de drogues légales, tant que la capacité de maintien de l'ordre restera faible<sup>31</sup>), toutes les organisations et tous les dirigeants ne sont pas aussi violents et puissants.

Deuxièmement, l'intervention doit être basée sur une stratégie claire et permettant d'anticiper les répercussions de l'affaiblissement de certaines OTD sur le marché illicite. Si cela n'est pas le cas, une stratégie opportuniste et généralisée d'étouffement, mise en œuvre au fur et à mesure que les informations sont obtenues sur certains trafiquants, conduira tout simplement à un marché plus tumultueux et à des luttes territoriales entre les organisations restantes. Par conséquent, les analyses stratégiques effectuées par les forces de l'ordre, comme par exemple les études élaborées par les sections d'analyse des unités spécialisées, est aussi importante que la collecte d'informations elle-même. Cependant, le ciblage à haute-valeur-ajoutée peut souvent causer deux types de violence : cette stratégie peut conduire à des luttes de succession et des conflits internes, mais peut également tenter d'autres groupes criminels de prendre possession de manière violente du territoire et des réseaux de corruption du groupe. De telles luttes peuvent ainsi avoir des conséquences externes graves pour les communautés environnantes.

La concentration des interventions de maintien de l'ordre sur la couche intermédiaire des groupes criminels a tendance à être plus efficace pour neutraliser les groupes et réduire la violence. Procéder à de nombreuses arrestations simultanées des couches intermédiaires limite la capacité de régénération du leadership du groupe, diminue plus fortement sa capacité opérationnelle, et permet par la suite de poursuivre plus efficacement les leaders du groupe (si les négociations de peines peuvent contribuer à obtenir des preuves contre les cibles à grande valeur). De plus, si la suppression du groupe ciblé entraîne une tentative de prise de contrôle par un autre groupe, celui-ci est susceptible d'être moins violent car le groupe criminel dont la couche intermédiaire aura été supprimée n'aura pas les capacités nécessaires pour empêcher la prise de contrôle de son territoire et de ses réseaux (il est nécessaire de noter, toutefois, que dans certaines circonstances le

ciblage des agents intermédiaires a produit une violence inattendue. Plus particulièrement, le ciblage des couches intermédiaires chez les talibans en Afghanistan a produit une nouvelle génération de commandants de niveau intermédiaire plus violents et intransigeants, adeptes de l'idéologie djihadiste)<sup>32</sup>.

Toutefois, les exigences en termes d'obtention de renseignements pour le ciblage des couches intermédiaires ont tendance à être beaucoup plus sévères que pour le ciblage à forte valeur ajoutée. Les interventions visant à supprimer autant de la couche intermédiaire que possible, surtout en une seule opération et donc avec un plus grand effet de neutralisation, peuvent continuer pendant plusieurs années au cours desquelles les unités de police doivent avoir la capacité d'identifier et de suivre les personnes ciblées, de préserver et d'accroître la quantité d'informations détenues, et de maintenir la sécurité opérationnelle pour que des informations sensibles ne parviennent pas jusqu'aux groupes criminels. Au sein des agences de maintien de l'ordre hautement corrompues et très inefficaces, de nombreuses réformes devront être mises en place avant que les forces de l'ordre soient capables de cibler les couches intermédiaires. Des unités spéciales isolées et soigneusement sélectionnées et surveillées en permanence seront nécessaires pour jouer un tel rôle. En revanche, des renseignements sur les cibles de grande valeur peuvent être fournis beaucoup plus facilement par des acteurs externes avec une capacité de renseignement considérable. Le ciblage à haute-valeur-ajoutée peut également conduire à des opérations tactiques uniques et simples, plutôt que des opérations de coordination complexes exigées par le ciblage intermédiaire. Enfin, bien qu'il soit d'une efficacité limitée et associé à des effets secondaires négatifs, le ciblage à haute-valeur-ajoutée est positif pour les campagnes de relations publiques du gouvernement, vu que les personnes capturées peuvent être montrées aux caméras de télévision comme preuve de l'efficacité des politiques de lutte contre la criminalité du gouvernement.

Cependant, même si le ciblage à haute-valeur-ajoutée des groupes criminels a tendance à être peu efficace pour les neutraliser, cette stratégie peut néanmoins s'avérer très tentante pour les forces de l'ordre si le ciblage sélectif fait partie d'une approche de dissuasion ciblée. En effet, d'un point de vue organisationnel, les frappes contre la couche intermédiaire (surtout si une grande partie de la couche intermédiaire peut être neutralisée en une seule opération) sont handicapantes et coûteuses. Toutefois, du point de vue des leaders du groupe criminel il est encore plus coûteux de frapper la couche supérieure. Ainsi, si des agents de police veulent infliger la plus grande sanction pour renforcer leur pouvoir de dissuasion, ils pourraient bien être tentés de cibler les leaders. Ceci peut inciter ces derniers à négocier ou à modifier leur comportement, mais peut aussi conduire à des luttes de succession et à inhiber de manière très limitée la capacité opérationnelle du groupe criminel. Les leaders peuvent continuer à faire fonctionner leurs organisations criminelles depuis leur prison, et s'ils n'ont pas la capacité de le faire, la couche intermédiaire peut facilement fournir de nouveaux leaders.

### Les dilemmes de la « narco-paix »

Imaginez que l'objectif fixé par les stratégies de ciblage sélectif et de dissuasion ciblée était de réduire la violence dans le marché noir, et qu'à la suite des interventions des forces de l'ordre, un groupe gagne et la violence diminue. Par exemple, le leader criminel Don Berna a pris le contrôle de marchés criminels de Medellín après 2002 à la suite de l'opération Orion menée par le gouvernement colombien<sup>33</sup>. Est-ce un bon ou mauvais résultat?

L'émergence de cette « narco-paix » n'est pas nécessairement préjudiciable à l'autorité étatique ou au bien-être d'une communauté, du moment que le gouvernement profite de la réduction de la violence pour accroître la présence policière et approfondir les réformes, institutionnaliser la primauté du droit, et

renforcer le développement socio-économique des communautés marginalisées – en d'autres termes, pour renforcer l'ordre public et accroître la présence positive de l'Etat dans les zones auparavant en proie à la criminalité et dans les communautés marginalisées.

En effet, pendant les périodes de violence criminelle intense, il est extraordinairement difficile de mettre en œuvre ces interventions de manière efficace. Les unités de police dédient toute leur énergie à leur survie et à lutter contre les actes criminels. Moins de ressources et d'attention sont par conséquent accordées aux réformes institutionnelles.

Toutefois, dans la mesure où les rapports de force dans les marchés criminels sont rétablis et que la violence diminue, un tel résultat ne sera une victoire pour l'Etat de droit que si les organismes de maintien de l'ordre en profitent pour améliorer leur capacité de dissuasion vis-à-vis des criminels. Bien que les interventions de maintien de l'ordre ne puissent pas éliminer tout crime ou trafic de drogue, elles peuvent démontrer aux criminels que certaines actions, telles que des comportements très violents, ne sont absolument pas tolérées et seront sanctionnées par la loi. Les interventions de maintien de l'ordre doivent également montrer aux criminels qu'ils doivent être prêts à accepter une telle réponse et ne pas y répondre en attaquant le commissariat de police ou le bureau du maire. En d'autres termes, les criminels doivent comprendre que les forces de l'ordre sont détentrices de l'autorité et du pouvoir.

Si la réduction de la violence conduit essentiellement à la victoire d'un groupe criminel plutôt qu'à l'amélioration de l'efficacité des institutions de maintien de l'ordre, cette « narco-paix » devient alors vulnérable aux changements des rapports de force au sein du marché criminel. Sans un renforcement des interventions de maintien de l'ordre et une meilleure intégration au sein des communautés locales, cette « narco-paix » peut



être extrêmement vulnérable à la croissance du pouvoir relatif d'un groupe criminel. De nouveaux adversaires peuvent faire replonger le marché dans la violence, tandis que les forces de l'ordre continuent à manquer de capacité de dissuasion et ne parviennent pas à empêcher ces luttes de pouvoir sanglantes dans la ville.

## Conclusions et recommandations

Bien trop souvent, les approches de tolérance zéro adoptées par les pays où les institutions de maintien de l'ordre sont faibles n'ont pas réussi à produire les résultats escomptés, en particulier pour réduire la criminalité violente. Même dans les pays où les institutions de maintien de l'ordre sont développées, tels qu'aux États-Unis, les approches de tolérance zéro peuvent entraîner d'importantes violations des droits humains et des libertés civiles et coûtent très cher à la société en remplissant les prisons de petits délinquants.

Dans les pays où le taux de violence criminelle est élevé, comme en Amérique Latine, les approches généralisées de tolérance zéro conduisent souvent à définir le problème en termes absolus, c'est-à-dire le démantèlement du crime organisé ou des flux de drogues. Ces objectifs sont pour la plupart inaccessibles et garantissent un échec coûteux. D'autres objectifs fondamentaux et plus faciles à atteindre, tels que réduction des risques associés au commerce de la drogue et d'autres crimes organisés (la violence, la corruption et l'érosion du tissu social et des liens entre les citoyens et l'État) sont largement ignorés.

Réduire la violence liée au trafic de drogue et aux autres économies illicites est particulièrement important. Dans les sociétés où la violence est chronique et incontrôlée, les citoyens ont tendance à ne pas faire confiance au gouvernement et peuvent se tourner vers les groupes criminels

qui leur offrent un minimum de sécurité, bien que perverse. Les gouvernements qui réduisent efficacement la violence ne se débarrassent pas du crime organisé, mais diminuent son emprise sur la société, donnant ainsi aux citoyens une plus grande confiance dans le gouvernement, encourageant la coopération des citoyens avec la police, et aidant à transformer une menace de sécurité nationale en un problème de sécurité publique.

En ce qui concerne les crimes transactionnels associés à l'économie illicite de ressources renouvelables, tel que le trafic de drogue, la réduction de l'incidence des crimes eux-mêmes devrait être secondaire à la réduction des dommages découlant de l'économie illicite. Au lieu d'essayer de supprimer le volume des flux de drogues, les gouvernements devraient chercher à minimiser la violence et la corruption qui entourent le trafic de drogue et la dépendance sociale du commerce de la drogue en faveur de l'accès aux biens publics et socio-économiques<sup>31</sup>.

Les stratégies de dissuasion ciblée et de ciblage sélectif permettent de fixer des objectifs plus adaptés, prennent en compte les risques associés aux économies illicites et aux interventions de maintien de l'ordre qui visent à les neutraliser, et proposent des alternatives aux approches de tolérance zéro. Elles permettent d'atténuer certains des problèmes et des effets secondaires associés aux approches de tolérance zéro. Elles ont également tendance à être moins coûteuses. Les États-Unis, pionniers de ces stratégies, ont connu des résultats impressionnants. La mise en pratique de telles approches dans d'autres pays du monde, particulièrement lorsque les forces de l'ordre sont vulnérables, s'est souvent heurtée à des difficultés et leur efficacité en a été amoindrie. Cependant, même dans ce genre d'environnement, elles constituent certaines des meilleures alternatives politiques possibles. Les personnes chargées de la conception de ces stratégies se trouveront confrontés à de sérieux dilemmes d'ordre politique qui ne pourront pas être résolus de manière abstraite et devront tenir

compte des circonstances locales. Toutefois, la reconnaissance de ces difficultés de mise en œuvre en dehors des Etats-Unis et des limites et dilemmes politiques associés à ces stratégies, permet de concevoir ces stratégies de manière à accroître leur efficacité en termes politiques, même dans des conditions peu optimales.

Une analyse de ces problèmes et une prise de conscience des environnements socio-politiques au sein desquels les services de police doivent agir, nous permet d'émettre un certain nombre de recommandations spécifiques :

- Au vu des limites et des effets souvent nocifs d'une approche de tolérance zéro, les organismes de maintien de l'ordre devraient envisager d'adopter des stratégies de dissuasion ciblée et des approches de répression sélective.
- Pour la plupart des crimes transactionnels, tels que le trafic de drogue, les interventions des forces de l'ordre devraient se focaliser sur la réduction de la violence et de la capacité des groupes criminels à corrompre les institutions étatiques au lieu de définir la suppression des flux comme l'objectif le plus important.
- Les politiques qui repoussent davantage les populations marginalisées de l'État et renforcent leur dépendance à l'égard des économies illicites et des acteurs non-étatiques dangereux doivent être évitées.
- Les stratégies de maintien de l'ordre devraient être combinées avec des politiques ciblées de développement socio-économique pour réduire la criminalité et la dépendance des populations des activités criminelles.
- En fonction des conditions locales, une attention particulière doit être accordée à l'identification des comportements les plus dangereux des groupes criminels que l'on cherchera à dissuader et des objectifs sur lesquels baser la dissuasion ciblée et la répression sélective.
- Les interventions de maintien de l'ordre et les ressources socio-économiques complémentaires doivent être concentrées au maximum. Des synergies intersectorielles, telles que l'implication de la société civile et du secteur des affaires dans la stratégie, devraient aussi être poursuivies.
- Lorsque les activités criminelles nuisibles sont répandues dans une vaste zone géographique, les organismes de maintien de l'ordre devraient adopter des approches dites « tâche d'huile ». Mais il est tout aussi important de saisir les cibles relativement faciles afin de prouver le succès des stratégies adoptées et obtenir un soutien politique.
- Lors du choix des objectifs et des bases d'élaboration des stratégies de dissuasion ciblée et de ciblage sélectif, les responsables des forces de l'ordre devraient examiner attentivement le contexte politique, la capacité préexistante de collecte de renseignements et d'exécution du gouvernement, la capacité du gouvernement de concentrer les ressources, l'ampleur et l'étendue de la criminalité, la complexité du marché criminel et la répartition du pouvoir, et la structure des groupes criminels. Il est par ailleurs nécessaire de tenir compte de la façon dont ces facteurs peuvent affecter l'efficacité des stratégies et des mesures d'atténuation intégrées lors de la conception des stratégies de maintien de l'ordre.
- Si la violence diminue grâce aux nouveaux rapports de force formés au sein du marché criminel, les dirigeants des forces de l'ordre doivent résister à la tentation de crier victoire et mettre fin à leurs interventions. Ils devraient profiter du calme relatif créé afin d'approfondir les réformes de la police, renforcer les capacités de renseignement, développer la police de proximité, et renforcer les politiques socio-économiques axées sur la prévention de la criminalité afin de s'attaquer aux causes profondes de la criminalité et de la violence.

## Projet de Modernisation des Interventions des Forces de l'Ordre en matière du contrôle des Drogues

**Un projet de l'IDPC, avec la participation de l'International Research Department de Chatham House et de l'International Institute for Strategic Studies**

Les interventions des forces de l'ordre en matière de lutte contre la drogue ont toujours mis l'accent sur la réduction de l'envergure du marché illicite des drogues en cherchant à éradiquer la production, la distribution et la vente de drogues, ou au moins en minimisant ces activités de sorte que les consommateurs potentiels soient incapables d'avoir accès à certaines drogues.

Ces stratégies n'ont pas réussi à réduire l'offre ou la demande de drogues dans les marchés de consommation. Compte tenu de cette réalité, et dans un contexte politique plus large où certains gouvernements s'éloignent du modèle de « guerre contre la drogue », les stratégies de maintien de l'ordre doivent être ajustées afin de faire face à ce nouveau défi, c'est-à-dire pour gérer les marchés des drogues afin de minimiser leurs conséquences néfastes pour les communautés. Il est de plus en plus reconnu que les forces de l'ordre peuvent modeler les marchés des drogues, plutôt que de les anéantir complètement.

L'objectif de ce projet, dirigé par l'IDPC, avec la participation de International Security Research Department de Chatham House et de l'International Institute for Strategic Studies, est de rassembler et d'affiner les théories et les exemples de nouvelles approches dans le domaine du contrôle des drogues par les forces de l'ordre, ainsi que de promouvoir une discussion entre les leaders des agences de maintien de l'ordre sur les implications pour des stratégies futures<sup>32</sup>. Pour plus d'informations, veuillez consulter: <http://idpc.net/policy-advocacy/special-projects/modernising-drug-law-enforcement>.

### Notes de bas de page

- 1 Voir, par exemple: Arias, D. (30 Octobre 2009), 'The structure of criminal organizations in Kingston, Jamaica and Rio de Janeiro, Brazil.' Présentation effectuée lors de la conférence 'Drug Trafficking, Violence, and Instability in Mexico, Colombia, and the Caribbean: Implications for US National Security' at the Matthew B. Ridgeway Center for International Security Studies, University of Pittsburgh
- 2 Kelling, G. & Wilson, J.Q. (Mars 1982), 'Broken Windows', *The Atlantic*, **249**(93): 29-38
- 3 Il existe un débat académique intense et des études variées ayant évalué l'efficacité des méthodes policières développées à New York, en particulier les approches de tolérance zéro. Pour en savoir plus sur les arguments clés et contre-arguments, voir : Kelling, G. & Bratton, W. (1998), 'Declining crime rates: Insiders' view of the New York City story', *Journal of Criminal Law and Criminology*, **88**(4): 1217-1232; Sampson, R.J. & Raudenbush, S. (1999), 'Systematic social observation of public spaces: A new look at disorder in urban neighborhoods', *American Journal of Sociology*, **105**(3): 603-651; Harcourt, B.E. & Ludwig, J. (2006), 'Broken windows: New evidence from New York City and a five-city social experiment', *University of Chicago Law Review*, **73**(1): 271-320
- 4 Ribaldo Seelke, C. (Avril 2007), *Anti-gang efforts in Central America: Moving beyond mano dura?*, (Center for Hemispheric Policy, University of Miami), <https://www6.miami.edu/hemispheric-policy/SeelkeTaskForcePaper.pdf>
- 5 Felbab-Brown, V. (Mars 2009), 'The violent drug market in Mexico and lessons from Colombia', *Foreign Policy at Brookings*, **Policy Paper No. 12**, <http://www.brookings.edu/research/papers/2009/03/mexico-drug-market-felbabbrown>
- 6 Felbab-Brown, V. (Février 2012), 'Battling drug trafficking organizations: Law enforcement lessons from Colombia for Mexico', *Revista*

- 7 Voir, par exemple: Braga, A. (2012), 'Getting deterrence right?', *Criminology and Public Policy*, **11**(2): 201-210; Braga, A. & Weisburd, D. (2012), 'The effects of focused deterrence strategies on crime: A systematic review and meta-analysis of the empirical evidence', *Journal of Research in Crime and Delinquency*, **49**(3): 323-358; Kennedy, D. (2011), *Don't shoot: One man, a street fellowship, and the end of violence in inner-city America* (New York: Bloomsbury); Kennedy, D., Tompkins, D. & Garmise, G. (1998), 'Pulling levers: Getting deterrence right', *National Institute of Justice Journal*, **236**: 2-8
- 8 Braga, A. (Novembre 2001), 'The effects of hot spots policing on crime', *American Academy of Political & Social Science*, **578**: 104-125
- 9 Kleiman, M. (2009), *When brute force fails: How to have less crime and less punishment* (Princeton: Princeton University Press). Pour en savoir plus sur les différences critiques des exigences conceptuelles et d'efficacité des stratégies anti-criminalité de dissuasion ciblée dans des contextes de guerre conventionnelle ou nucléaire entre les pays, en particulier pour les stratégies de *dissuasion par déni* et la *dissuasion par la sanction*, voir : Quester, G. (1986), *Deterrence before Hiroshima* (New York: Transaction Publishers); Schelling, T. (1977), *Arms and influence* (Yale: Yale University Press); Kahn, H. (1960), *On thermonuclear war* (Princeton: Princeton University Press); Snyder, G.H. (1961), *Deterrence and defense* (Princeton: Princeton University Press)
- 10 Braga, A., Pierce, G.L., McDevitt, J., Bond, B.J. & Cronin, S. (Mars 2008), 'The strategic prevention of gun violence among gang-involved offenders', *Justice Quarterly* **25**(1): 132-162
- 11 Felbab-Brown, V. & Forest, J. (2012), Political violence and the illicit economies of West Africa', *Terrorism and Political Violence*, **24**: 787-806
- 12 Felbab-Brown, V. (Juin 2010), 'Deterring non-state actors', In Pifer, S., Bush, R., Felbab-Brown, V., Indyk, M., O'Hanlon, M. & Pollack, K., *U.S. Nuclear and Extended Deterrence: Consideration and Challenges*, Brookings Arms Control Series, Paper No. 3
- 13 Galula, D. (1964), *Counterinsurgency warfare: Theory and practice* (Westport: Praeger); Trinquier, R. (1961), *La guerre moderne* (Paris: La Table Ronde)
- 14 Felbab-Brown, V. (Décembre 2011), *Bringing the state to the slum: confronting organized crime and urban violence in Latin America*, Brookings Latin America Initiative Paper Series, <http://www.brookings.edu/research/papers/2011/12/05-latin-america-slums-felbabbrown>
- 15 Felbab-Brown, V. (Mars 2009), 'The violent drug market in Mexico and lessons from Colombia', *Foreign Policy at Brookings*, **Policy Paper No. 12**, <http://www.brookings.edu/research/papers/2009/03/mexico-drug-market-felbabbrown>
- 16 Pour une discussion détaillée des accomplissements, des défis et des limitations des UPP, voir : Felbab-Brown, V. (Décembre 2011), *Bringing the state to the slum: confronting organized crime and urban violence in Latin America*, Brookings Latin America Initiative Paper Series, [http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2011/12/05%20latin%20america%20slums%20felbabbrown/1205\\_latin\\_america\\_slums\\_felbabbrown.pdf](http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2011/12/05%20latin%20america%20slums%20felbabbrown/1205_latin_america_slums_felbabbrown.pdf)
- 17 Kleiman, M. (Septembre/Octobre 2011), 'Surgical strikes in the drug wars', *Foreign Affairs*, **90**(5): 89-101
- 18 Kennedy, D., Tompkins, D. & Garmise, G. (1998), 'Pulling levers: Getting deterrence right', *National Institute of Justice Journal*, **236**: 2-8
- 19 Kennedy, D. (1997), 'Pulling levers: Chronic offenders, high-crime settings, and a theory of prevention.' *Valparaiso University Law Review*, **31**(2): 449-484
- 20 Kennedy, D. & Braga, A. (1998), 'Homicide in Minneapolis: Research for problem solving', *Homicide Studies* 2(3): 263 -290; Corsaro, N. & McGarrell, E. (2009), 'Testing a promising homicide reduction strategy: Re-assessing the impact of the Indianapolis 'pulling levers' intervention', *Journal of Experimental Criminology*, 5(1): 63-82
- 21 Voir, par exemple : Carballo Blanco, A.C. (2002), *Grupamento de Policiamento em Áreas Especiais: Uma experiência-piloto*, Departamento de Ciências Sociais (Rio de Janeiro: UERJ); Huguet, C. & Szabó de Carvalho, I. (fall 2008), 'Violence in the Brazilian favelas and the role of the police', *New Directions for Youth Development*, **119**: 93-109; Chevigny, P. (1995), *Edge of the knife: Police violence in the Americas* (New York: Norton); da Silva, G.M.D. & Cano, I. (2007), 'The case of Pavão-Pavãozinho-Cantagalo in Rio de Janeiro's favelas', In Tyler, T. ed., *Legitimacy and criminal justice: International perspectives* (New York: Russell Sage Foundations): 186-214
- 22 Pour une vue d'ensemble de la politique de pacification, voir par exemple: Lessing, B. (16 Décembre 2010), 'Depois da queda do Alemão: o futuro da guerra do tráfico', *O Globo Online: Favela Livre*; Lessing, B. (3 Novembre 2010), 'Ciudad de Dios: ¿Un ejemplo para México?', *Nexos*, <http://www.nexos.com.mx/?P=leerarticulo&Article=1197804>; Gomes Alves, A. (June 2011), *Segurança pública e polícia pacificadora: a fruição do direito a segurança pública nas favelas de Rio de Janeiro* (Universidade de Brasília, Faculdade de Direito), [http://bdm.bce.unb.br/bitstream/10483/1966/1/2011\\_AndreGomesAlves.pdf](http://bdm.bce.unb.br/bitstream/10483/1966/1/2011_AndreGomesAlves.pdf) Pour en savoir plus sur la vie dans les favelas avant la mise en place des UPP et l'évolution des réponses politiques gouvernementales, voir par exemple : Yutzy, C. (2012), 'Increased state presence through the Unidade de Polícia Pacificadora in Santa Marta, Rio de Janeiro', *Capa* **38**(1); Alves, M. & Evanson, P. (2011), *Living in the crossfire: Favela residents, drug dealers, and police violence* (Philadelphia: Temple University Press); Desmond Arias, E. & Davis Rodrigues, C. (2006), 'The myth of personal security: Criminal gangs, dispute resolution, and identity in Rio de Janeiro's favelas', *Latin American Politics and Society*, **48**(4): 53-81; Pengales, B. (2008), 'The bastard child of the dictatorship: The Comando Vermelho and the birth of the 'narco-culture' in Rio de Janeiro', *Luso-Brazilian Review*, **45**(1): 118-143

- 23 Felbab-Brown, V. (Septembre 2011), 'Calderón's Calderon: Lessons from Mexico's battle against organized crime and drug trafficking in Tijuana, Ciudad Juárez, and Michoacán', *Latin America Initiative Paper Series* (The Brookings Institution), [http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2011/9/calderon%20felbab%20brown/09\\_calderon\\_felbab\\_brown.pdf](http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2011/9/calderon%20felbab%20brown/09_calderon_felbab_brown.pdf)
- 24 Snyder, G.H. (1961), *Deterrence and defense* (Princeton: Princeton University Press)
- 25 Pour plus de détails; voir : México Evalúa (June 2011), *El gasto en seguridad: Observaciones de la ASF a la gestión y uso de recursos*, <http://www.scribd.com/doc/64231990/%EF%BF%BCEI-gasto-en-SEGURIDAD-Observaciones-de-la-ASF-a-la-gestion-y-uso-de-recursos>
- 26 Miroff, N. & Booth, W. (27 November 2012), 'Calderon Finishes his six-year drug war at stalemate', Washington Post
- 27 Entretien de l'auteur avec des officiers de police et de sécurité de haut-niveau politique au Népal, Mai 2012. Voir aussi: Miklian, J. (2009), 'Illicit trading in Nepal: Fueling South Asian terrorism', *PRIO South Asia Briefing Paper*, **3** : 8 and 13; Waldman, M. (June 2010), 'The sun in the sky: The relationship between Pakistan's ISI and Afghan insurgents', Discussion Paper 18 (London School of Economics, Crisis States Research Center)
- 28 Entretien de l'auteur avec des officiers de police américains impliqués dans l'affaire, Washington, D.C., printemps 2011
- 29 Mozingo, J. (31 Décembre 2012), 'Roots of pot cultivation in national forests are hard to trace', *Los Angeles Times*
- 30 Entretien de l'auteur avec des officiers de police, des journalistes et des ONG à Tijuana et Ciudad Juárez, Mars 2011. Voir aussi : Felbab-Brown, V. (Septembre 2011), 'Calderón's Calderon: Lessons from Mexico's battle against organized crime and drug trafficking in Tijuana, Ciudad Juárez, and Michoacán', *Latin America Initiative Paper Series* (The Brookings Institution), [http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2011/9/calderon%20felbab%20brown/09\\_calderon\\_felbab\\_brown.pdf](http://www.brookings.edu/~media/research/files/papers/2011/9/calderon%20felbab%20brown/09_calderon_felbab_brown.pdf)
- 31 Felbab-Brown, V. (August 2012), 'Organized criminals won't fade away', *The World Today*, **68**(7), <http://www.brookings.edu/research/articles/2012/08/drugs-crime-felbabbrown>
- 32 Pour plus de détails, voir: Felbab-Brown, V. (2013), *Aspiration and ambivalence: Strategies and realities of counterinsurgency and state-building in Afghanistan* (Washington, D.C.: The Brookings Institution Press), chapter 3-4 and 11
- 33 Dans le cas d'autres crimes transactionnels, qui posent des menaces sécuritaires massives, telles que la contrebande de matériel nucléaire, ou qui sont associés à des ressources particulièrement vulnérables (telles que le trafic illégal d'espèces sauvages en voie de disparition), la réduction de ces crimes pourrait bien être aussi importante que la réduction des dommages qui y sont associés. Voir : Felbab-Brown, V. (en presse 2014), *Managing illicit economies: Organized crime, law enforcement, and human security* (Washington, D.C.: The Brookings Institution)
- 34 Dave Bewley Taylor est l'éditeur de la série de publications dans le cadre du projet de Modernisation des interventions des forces de l'ordre dans le domaine de la drogue
- 35 Pour en savoir plus, voir: Isacson, A. (Juin 2011), 'Medellín: Two steps forward, one step back', In Washington Office on Latin America, *Tackling urban violence in Latin America: Reversing exclusion through smart policing and social investment*; Felbab-Brown, V. (14 Février 2011), *Reducing urban violence: Lessons from Medellín, Colombia* (The Brookings Institution), <http://www.brookings.edu/research/opinions/2011/02/14-colombia-crime-felbabbrown>

Financé par une subvention de J Paul Getty Jnr  
Charitable Trust

J PAUL GETTY JNR  
CHARITABLE TRUST

International Drug Policy Consortium  
5th floor, 124-128 City Road, Londres  
EC1V 2NJ, Royaume-Uni

Téléphone: +44 (0)20 7324 2975  
Email: [contact@idpc.net](mailto:contact@idpc.net)  
Site internet: [www.idpc.net](http://www.idpc.net)

Copyright (C) 2013 International Drug Policy Consortium tous droits réservés